

# Conflits « ethniques » et tensions postcoloniales en Mélanésie

Éric Wittersheim

DANS **HERMÈS, LA REVUE** 2002/1 (N° 32-33), PAGES 385 À 394  
ÉDITIONS **CNRS ÉDITIONS**

ISSN 0767-9513

DOI 10.4267/2042/14396

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://preprod.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2002-1-page-385.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour CNRS Éditions.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

**Éric Wittersheim**

*Genèse et Transformations des Mondes Sociaux (GTMS), EHESS/CNRS*

## **CONFLITS « ETHNIQUES » ET TENSIONS POSTCOLONIALES EN MÉLANÉSIE**

Coups d'État à Fidji et aux Salomon, au cours de l'année 2000, conflit séparatiste de Bougainville en Papouasie-Nouvelle-Guinée, instabilité politique chronique au Vanuatu : la litanie des désordres politiques agitant les micro-États du Pacifique finira bien par tordre le cou à leur image de « paradis perdus ». Deux ans après les coups d'État survenus à Fidji et aux îles Salomon, on ne sait d'ailleurs toujours pas, finalement, s'ils ont ou non réussi. Les gouvernements démocratiquement élus qu'ils ont renversés n'ont pas été rétablis, et l'incertitude politique régnant depuis dans ces deux pays a permis que s'installe un climat de remise en cause des valeurs démocratiques et des fondements universalistes de l'État. Une argumentation fondée sur « l'ethnicité » commence ainsi à se faire jour au sein des jeunes États océaniens, sapant les bases encore fragiles de leur unité politique.

Il n'est guère étonnant que le Pacifique Sud soit le théâtre de tensions ethniques. Face à l'évolution chaotique des États de l'aire mélanésienne, depuis leur indépendance, on a vu logiquement réapparaître l'arsenal classique des explications culturalistes qui attribuent l'échec de la « greffe » de l'État et de la démocratie aux spécificités locales. La certitude qu'il existerait en Mélanésie des micro-cultures insolubles dans le creuset national est encore bien ancrée, aussi bien parmi les divers experts et coopérants que parmi les spécialistes de la région. Pourtant, comme on va le voir

à propos du Vanuatu, l'analyse des causes profondes de ces conflits fait apparaître des logiques politiques intimement liées aux contextes historiques de la formation de ces États.

## La fabrication coloniale de l'ethnicité

On a toujours exagéré la réalité de la diversité des populations colonisées, sur la base de critères anthropologiques classiques (parenté, langue, systèmes politiques traditionnels) plus que sur des réalités sociales concrètes. On insiste ainsi souvent, à propos de l'Afrique, sur la volonté délibérée des puissances coloniales d'opposer les populations réunies sous leur tutelle en s'employant à constituer et à promouvoir au sein de l'appareil d'État un groupe (souvent minoritaire) par le biais d'institutions telles que l'éducation ou l'armée, comme ce fut le cas pour les Tutsis au Rwanda ou les Bété en Côte-d'Ivoire<sup>1</sup>. Cependant, les puissances coloniales n'ont semble-t-il guère tenté en Océanie de favoriser un groupe ou une « ethnie » par rapport aux autres. Au contraire, l'extrême fragmentation sociologique, linguistique et politique de la Mélanésie, considérée comme le signe patent de son archaïsme, dispensa longtemps les administrateurs de formuler un projet social ou éducatif d'envergure. Devenus indépendants, ces États ont continué à être perçus par les anthropologues comme des agrégats de petites sociétés hétéroclites qu'il serait vain d'espérer rassembler sous une bannière ou des références communes. Par un curieux retournement de perspective, la Mélanésie, constituée de « nations en devenir » et en manque de structuration étatique avant les indépendances, serait aujourd'hui un ensemble d'États sans véritables nations<sup>2</sup>.

Pourtant, les petites sociétés « tribales » d'hier forment dorénavant des ensembles sociaux plus vastes, à propos desquels politiciens, journalistes et expatriés n'hésitent plus, désormais, à parler d'ethnies. La mise en cause de l'ethnicité est évidemment la réponse la plus courante aux difficultés structurelles que connaissent les États post-coloniaux. Est ainsi qualifiée d'« ethnique » toute forme de résistance ou d'opposition à la « modernisation », autrement dit aux structures et aux valeurs occidentales. Pour les institutions internationales (Banque mondiale, Banque asiatique de développement) et les pays amis (Australie, Nouvelle-Zélande, France) qui tentent d'instaurer « stabilité » et « bonne gouvernance » pour développer les économies locales, les difficultés des sociétés océaniques sont imputables ce que l'on appelle la « coutume ». La coutume (*kastom* en pidgin mélanésien) serait en quelque sorte l'ennemie jurée de la société moderne. Chefs, propriétaires fonciers traditionnels, revendications communautaires et pratiques politiques spécifiques semblent être les principaux obstacles à un développement sain et durable. En revanche, l'émergence d'une véritable société civile, constituée d'individus éduqués et dégagés du poids de leurs obligations claniques, serait la condition essentielle à une meilleure stabilité sociale et politique, gage de toute prospérité économique.

Au-delà de cette opposition sans nuance entre tradition et modernité, la complexité des histoires et des situations locales amène à une évidence : la Mélanésie n'a pas fini de digérer son passé

colonial. Les groupes qui refusent certains des aspects de la modernisation — tout en adhérant résolument à d'autres — vivent-ils en effet ces résistances comme des refus en bloc de l'occidentalisation ? Ou bien négocient-ils à travers ces luttes leur place au sein des différents espaces sociaux (locaux, nationaux et supranationaux) auxquels ils appartiennent désormais ? Si toute ethnie est le résultat d'une construction, comme l'ont démontré les anthropologues africanistes, elle produit cependant des effets sociaux bien réels, qui échappent aux discours des acteurs et engendrent à leur tour des représentations spécifiques.

L'un des phénomènes marquants observés dans le Pacifique ces dernières années est précisément cette émergence d'identités imaginées, dépassant le cadre habituel du groupe linguistique ou villageois. Durant la période des indépendances (1970-80), ces rassemblements idéologiques prirent la forme de mouvements nationaux ou transnationaux (*Melanesian Way et Pacific Way*). Aujourd'hui, il s'agit plus souvent d'identités de type régional, qui peuvent apparaître comme la base d'une véritable cristallisation ethnique. Il faut donc chercher à comprendre comment l'histoire coloniale et missionnaire, puis l'administration post-coloniale, ont modelé ces États, en posant — souvent bien involontairement — les bases de divisions régionales futures (disparités locales dans le développement de l'enseignement, les équipements, les transports, l'implantation missionnaire, etc.). Au Vanuatu, l'histoire de la mise en place des régions et l'ethnisation de la vie politique du pays permettent d'observer des processus concrets de construction de l'État, ainsi que la manière dont les institutions coloniales se transforment en institutions de l'État post-colonial.

## **De nouvelles formes d'appartenance et d'identification**

Je souhaite insister ici sur les conséquences du changement social et de la modernisation de la société sur l'évolution des formes d'appartenance et de participation politique. En effet, le développement régional inégal qu'a connu le pays — avant comme après l'indépendance — a entraîné un exode rural important, avec pour effet de faire émerger de nouvelles formes d'identification parmi la population émigrée dans la capitale, Port-Vila. Dans le même temps, d'autres communautés mieux en place se soudent elles aussi sur des critères ethniques ou régionalistes, bien que ces formes d'appartenance étaient totalement inconnues auparavant dans le pays. On peut prendre la mesure de ces phénomènes notamment à travers deux aspects emblématiques de la « greffe de l'État » : la cartographie et la mise en place d'institutions régionales d'une part, le développement urbain et la formation de groupes sociaux déterritorialisés d'autre part.

Au Vanuatu, les identités sociales et politiques s'articulaient, et s'articulent encore dans les zones rurales, autour d'unités sociolinguistiques de petite taille (113 langues vernaculaires coexistent pour une population de moins de 200 000 habitants).

« *L'histoire purement hétéridaise consiste en d'obscures et incessantes luttes tribales de cellules sociales très restreintes ne disposant d'aucun langage véhiculaire et n'ayant jamais obéi dans le cadre des îles les plus importantes à une hégémonie, même momentanée.* »

Ces propos d'un administrateur français sont extraits d'une *Note documentaire sur les Nouvelles-Hébrides* rédigée en 1951 pour la Résidence de France. Mais cette vision « réticulaire<sup>3</sup> » continue à imprégner toute réflexion sur le Vanuatu contemporain. Les différents points de vue politico-administratifs se sont également plu à déceler, avant comme après l'indépendance, un caractère dichotomique dans tous les domaines de la vie sociale : la politique et la langue (anglophones/français), la religion (protestants/catholiques, chrétiens/païens), la culture (tradition/modernité, authenticité/inauthenticité), l'espace géographique (« peuple » rural contre « élites » et « classe moyenne » urbaines)... L'identité insulaire même est une chose récente. Le fait de se dire de telle ou telle île date de l'imposition, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, d'une vision cartographique et onomastique occidentale, qui s'est trouvée renforcée principalement par deux phénomènes : le *blackbirding* (travail sous contrat ou forcé dans les plantations d'Australie et de Fidji) dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; les migrations vers la ville depuis 1970. Déplacements et circulation, développement du travail salarié, mettent de plus en plus en relation des personnes originaires de tout l'archipel. Ce faisant, certains ensembles sociaux qui ont pris corps durant la colonisation semblent aujourd'hui se cristalliser sous la forme d'« identités » sociales et culturelles.

Dans ce pays toujours perçu comme « traditionnel » et où il semble comme naturel d'observer des résistances à l'État, ces oppositions ne sont pas réductibles à des résistances ou des refus de l'État. Avant d'être *contre* l'État, comme le suggère la vision primordialiste, ces mouvements séparatistes sont d'abord des produits de l'État. L'aveuglement face aux signes avant-coureurs des mouvements indépendantistes océaniques hier, l'incrédulité et la méfiance face à la construction de véritables cultures nationales aujourd'hui, participent donc selon nous d'une même difficulté à concevoir les sociétés océaniques dans leur rapport à l'histoire et au changement plutôt que dans la permanence et l'intégrité. Des enquêtes de terrain menées depuis 1997 dans la capitale du Vanuatu, Port-Vila, amènent à penser que de nouvelles formes d'identification et d'appartenance prennent le dessus sur les référents « classiques » : clan, groupe sociolinguistique, religion ou parti politique.

L'attention aux effets performatifs des découpages territoriaux et des représentations cartographiques, passés et présents, correspond à une préoccupation double : d'une part, elle permet de nuancer l'opposition entre communautés naturelles et communautés imaginées, frein à toute réflexion sur la construction nationale. D'autre part, elle invite à considérer l'ancienneté de la présence de l'État en Océanie, en montrant la continuité idéologique et matérielle entre État colonial et post-colonial. Plusieurs découpages territoriaux ont été institués depuis les débuts de la présence européenne : en 1881, les deux principales missions anglophones (l'église anglicane et les églises presbytériennes) se répartirent le pays en deux zones d'évangélisation distinctes : le nord-est pour les anglicans, le reste du pays pour les presbytériens. Durant la période du condominium

(administration conjointe franco-anglaise, 1906-1980), le pays était divisé en quatre districts administratifs : nord, centre 1, centre 2 et sud. Puis, peu après l'indépendance, les nouveaux leaders du pays indépendant mirent en place un système décentralisé en onze provinces. Divisant le pays en petites entités censées être plus à même de refléter les cultures locales, ce découpage excessif rendit paradoxalement plus prégnante la mainmise du gouvernement et de l'administration centrale sur les affaires du pays. Censé empêcher l'éclosion de nouveaux mouvements séparatistes tels que ceux qui secouèrent le pays au moment de l'indépendance, il renforça au contraire le fossé entre l'État et les provinces.

## **Les provinces actuelles : institutions et identités**

Le système régional en vigueur depuis 1994 au Vanuatu est composé de six provinces, dont le découpage est censé bien délimiter les ensembles culturels du pays, tout en leur donnant une assise plus large que celle des anciennes régions, au nombre de onze. Les différentes provinces se sont toutes dotées d'un drapeau qui, tout en reprenant les principaux signes du drapeau national, y ajoute un élément représentant plus spécifiquement l'« identité » de chaque province. Surtout, le choix des noms attribués à ces six provinces s'est révélé particulièrement efficace. Ces noms sont composés des initiales des principales îles de chaque province, ce qui leur donne une consonance locale : TORBA (îles Tores et Banks) ; SANMA (Santo et Malo) ; PENAMA (Pentecôte, Ambae et Maewo) ; MALAMPA (Malekula, Ambrym et Paama) ; SHEFA (îles Shepherds et Éfaté) ; TAFEA (Tanna, Futuna, Erromango, Aneityum). Si ces provinces correspondent à des ensembles qui semblent homogènes du point de vue des langues et des échanges traditionnels, elles reflètent surtout les différences et les affinités qui se sont créées tout au long de la colonisation et dans une moindre mesure durant la période post-indépendance.

Ce découpage provincial semble aujourd'hui solidement ancré, dans les faits comme dans les esprits, et occupe dorénavant une place importante dans le paysage politique national. Bien que la marge de manœuvre de ces provinces reste réduite, on est frappé de la fréquence de plus en plus grande avec laquelle on y fait référence. Il est ainsi courant d'entendre des individus s'en revendiquer (« mi man TAFEA », je suis de la région TAFEA), là où l'on avait plutôt coutume d'entendre « je suis de Tanna » (« mi man Tanna », je suis de l'île de Tanna). Des manifestations (festivals d'arts, séminaires gouvernementaux...) se déroulent au niveau régional, et leur taille intermédiaire permet à ces entités provinciales autrefois trop faibles de commencer à compter. Il est ainsi notable que le statut d' élu provincial commence à compter politiquement, voire à constituer une étape importante dans une carrière politique. Par ricochet, et du fait de la migration continue vers la ville, on voit actuellement se constituer, dans le contexte urbain, une identité mi-ethnique mi-régionale, fondée sur des critères plutôt économiques et politiques que culturels.

Quelles sont les représentations qui permettent que se cristallisent les critères « objectifs » de cette nouvelle identité régionale ou ethnique ? Des représentations, symboliques certes (drapeau, nom, hymne), mais aussi des expériences sociales et matérielles qui président à la naturalisation de toute nouvelle identité, d'où la nécessité d'éviter une focalisation excessive sur les discours au détriment des pratiques, et la nécessité de toujours apprécier ceux-ci dans leur contexte d'énonciation. Si toutes les communautés ont besoin d'être « imaginées » pour exister, les circonstances qui entraînent leur création sont souvent bien plus concrètes que de simples constructions rhétoriques<sup>4</sup>.

C'est précisément le cas avec le projet des responsables coutumiers et des politiciens originaires de la région TAFEA vivant dans la capitale — Port-Vila — d'exiger une meilleure prise en compte de leur population par le gouvernement. Cette volonté des leaders politiques et des habitants d'une région de TAFEA de transcender leurs divergences et de fédérer leur mécontentement derrière une bannière régionale est née d'un sentiment de frustration. Frustration liée à leur faible représentation dans les secteurs clés de l'État et de l'économie, malgré l'importance relative de leur population, et face au sous-développement et au sous-équipement que connaissent leurs îles. Fin 1997, un scandale politico-financier impliquant de nombreux politiciens nationaux entraîna des émeutes violentes dans la capitale, et les « men TAFEA » furent désignés comme les principaux responsables des déprédations et des pillages qui s'ensuivirent. Cet événement, par la violence et l'émotion qui l'ont accompagné, a probablement influé sur la décision des leaders des communautés du sud du pays de former une alliance politique. Fait nouveau et frappant, on constate parmi les individus qui soutiennent cette initiative une certaine distanciation vis-à-vis des catégories sociales habituelles (divisions religieuses, linguistiques et partisans) au profit d'un ralliement régionaliste : « élite » ou « peuple », éduqués ou non, ses partisans se disent d'abord « men Tafea », comme ce haut fonctionnaire francophone, au profil sociologique pourtant si conforme à celui de cette « société civile » censée être garante de la stabilité et des valeurs universelles dans les États post-coloniaux :

— « *Les chefs de Tanna, ceux qui sont à Vila, sont répartis dans différents partis politiques. Pour les prochaines élections par exemple (mars 1998), je ne sais pas pour les autres provinces, mais les gens de Tanna, enfin les chefs se mettent d'accord sur des candidats. Après l'expérience des dernières élections, les mauvais traitements, l'affaire de la Caisse de prévoyance, etc., ça a beaucoup fait réfléchir. Et pour les prochaines élections, les chefs se sont décidés à miser, et à convaincre les gens de miser sur des gens de TAFEA. Ils n'ont plus confiance envers les autres leaders. Ça devient une préférence communautaire, provinciale. Alors que, dans le passé, la communauté des gens de TAFEA était en conflit à cause de l'introduction du système de partis politiques, qui est contradictoire avec les structures traditionnelles. La politique des partis nous a divisés, nous les gens de TAFEA. Maintenant, on essaie d'intégrer la dimension traditionnelle au système électoral, c'est-à-dire de voter pour les gens de la province.* »

— Quelles en sont les raisons ?

— *Il y a très peu de diplômés. L'éducation est arrivée bien plus tard que dans les autres îles, il faut voir ça par rapport à l'histoire de l'évolution du pays. Donc il y a un sentiment de frustration, les chefs et les gens en ont marre de servir d'autres politiciens. Quand ils ont besoin d'être élus, ils viennent nous voir. Et ça va même jusqu'à pratiquer la corruption, à acheter notre amitié. Et au ministère, on va peut-être trouver quelqu'un de TAFEA comme chauffeur de voiture, comme femme de ménage, mais dans les bureaux il n'y a personne, ou alors comme messenger !* » (Entretien, Port-Vila, janvier 1998).

Ce bouleversement a des conséquences importantes : émergence de quartiers « identitaires » dans la capitale, apparition de micro-cultures urbaines spécifiques, rejet des partis traditionnels pour se tourner vers des leaders plus « communautaires », affaiblissement de la division entre francophones et anglophones qui structurait le champ politique, adhésion à de nouveaux mouvements religieux profitant de ces nouvelles oppositions (entre gens du cru et migrants notamment, le foncier constituant un enjeu de conflits important en milieu urbain et péri-urbain). Cette évolution provoque un accroissement des tensions entre les communautés de l'archipel et renforce le sentiment de rejet vis-à-vis de l'État et/ou du gouvernement, accusé de discrimination car certaines îles possèdent un nombre proportionnellement élevé de diplômés et de hauts fonctionnaires. On peut ainsi établir un parallèle entre l'île de notre interlocuteur (Tanna) et la petite île d'Ambae au nord-est du pays qui, malgré sa faible population, fournit une part conséquente des « élites » du Vanuatu grâce à l'ancienneté de ses reprises d'initiatives vis-à-vis d'institutions comme l'école ou l'économie de marché.

## Lien au territoire et identité

Dans les situations de tension régionaliste, la dimension culturelle ou ethnique apparaît non comme un préalable mais au contraire comme un ultime recours. C'est parce que les systèmes classiques d'affiliation politique (partis, églises, etc.) ne donnent plus satisfaction que l'on imagine cette stratégie fondée avant tout sur une communauté de sort. C'est donc dans l'évolution du processus d'étatisation qu'il faut la comprendre : cette mise en avant de l'appartenance territoriale recouvre aujourd'hui une réalité tangible, produite par différents appareils administratifs tout au long de la colonisation et depuis l'indépendance. Ce phénomène ne me semble pas être une spécificité mélanésienne mais constituer, au contraire, un aspect majeur des contradictions auxquelles doivent aujourd'hui faire face de nombreux États-nations.

Mais cette vision est aussi le produit de représentations qui, plaquées sur un contexte différent, exercent par l'autorité de ceux qui les imposent une marque profonde sur les découpages de populations : en Papouasie-Nouvelle-Guinée par exemple, une petite note d'un coopérant français à Port-Moresby fait état dès 1970 de dissensions entre populations des côtes et populations des



hautes terres. L'université (fondée en 1966) formait alors principalement des habitants des côtes, alors que les populations des hautes terres, « découvertes » tardivement, en étaient un peu tenues à l'écart<sup>5</sup>. En Nouvelle-Calédonie, on entend souvent des commentaires plus ou moins critiques par rapport au fait que les habitants des îles Loyauté occupent une place particulière au sein de la nation kanak en gestation. Les gens des îles (celles de Lifou, Maré et Tiga, l'île d'Ouvéa restant un peu à l'écart) ont la réputation de mieux réussir à l'école, et aussi, conséquemment, de détenir plus de postes importants. Une part conséquente des diplômés kanak du programme « 400 cadres » (lancé en 1988 avec les Accords de Matignon) est d'ailleurs originaire des îles Loyauté. On peut y voir, en filigrane, la marque d'une histoire coloniale différente : les îles Loyauté (comme l'île d'Ambae au Vanuatu) n'ont pas subi le système des réserves et le cantonnement, ni vu s'installer sur leur sol colons et plantations<sup>6</sup>. Leurs habitants, recrutés par les Européens pour leurs qualités de navigateurs, ont aussi circulé plus et plus tôt, vers Nouméa notamment<sup>7</sup>.

La vision ethnologique des sociétés mélanésiennes a contribué à en faire reconnaître la valeur et la richesse culturelles. Ce faisant, elle a aussi renforcé l'idée que c'était dans la tradition qu'elles s'épanouissaient : on persiste à croire qu'elles ne sauraient être bien gouvernées que par des chefs, par exemple<sup>8</sup>, ou que leur existence repose sur un lien vital à la terre de leurs ancêtres. L'inébranlable immuabilité du lien au territoire des sociétés traditionnelles se fissure pourtant lorsqu'on prête attention aux nombreux éléments qui mettent à mal cette relation « vitale » à la terre. En Océanie, les déplacements de populations sont des phénomènes connus de longue date, conséquences des guerres et des changements d'alliance autrefois, et plus récemment des reprises d'initiative autochtones (travail salarié, scolarisation) face au colonialisme. Depuis une vingtaine d'années, l'exode rural contribue à la transformation des attaches territoriales au sein de fractions de plus en plus grandes de la population. Que deviennent ceux qui se déplacent ? Comment se reconstitue le lien au territoire ? La question des communautés déracinées, des migrants intranationaux ou transnationaux constitue une question majeure aujourd'hui, pas uniquement en Mélanésie. On a vu que l'expérience urbaine contribuait à la formation de groupes sociaux qui s'apparentent à ce que l'on a appelé, à propos d'Hawaii notamment, des « ethno-classes », des groupes au sein desquels l'affirmation d'une ethnicité plus ou moins réelle trouve sa justification dans une commune expérience de classe, en l'occurrence dominée. Ces groupes cherchent à peser différemment dans la vie politique de ces pays. Ainsi, les communautés immigrées en ville sont souvent plus enclines à voter pour d'autres « immigrés » d'où qu'ils soient plutôt que pour des candidats locaux (*a priori* trop favorables aux populations locales), remettant profondément en question les modèles canoniques de l'anthropologie politique de la Mélanésie, fondés sur le rôle central de l'autochtonie.

NOTES

1. Cf. AMSELLE & M'BOKOLO (dir.) (1985) ; CHAUVEAU et DOZON (1987) ; CHRÉTIEU (1997).
2. L'une des « preuves » de la dispersion des sociétés mélanésiennes est bien sûr le nombre — sans équivalent — de langues qu'elles continuent à pratiquer : environ 700 langues pour 4 millions d'habitants en Papouasie-Nouvelle-Guinée, 113 pour moins de 200 000 personnes au Vanuatu ou 28 pour 75 000 habitants au sein de la population kanak.
3. Le géographe Joël Bonnemaïson a ainsi décrit les sociétés du Vanuatu comme formant un « espace réticulé » où chaque groupe serait séparé des autres par un « espace-mort » (1996).
4. Cf. ANDERSON (1996) ; GELLNER (1989).
5. Cf. NAVRANCOURT (1970). Vision sans doute alors plus inspirée par le contexte de l'Afrique coloniale que par celui de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.
6. Sur l'expérience douloureuse du colonialisme en Nouvelle-Calédonie, voir TJIABOU (1996).
7. Aucune recherche n'a encore été menée sur cette question. Aujourd'hui, c'est le découpage en vigueur depuis les « Accords » qui tend à renforcer une logique de partition entre d'un côté les provinces du nord et des îles, dominées par les indépendantistes kanak, et de l'autre la province sud, à majorité européenne et « loyaliste » (cf. BENSA et WITTERSHEIM, 1998).
8. Cf. WITTERSHEIM, 2001.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMSELLE, J.-L., M'BOKOLO, E. (dir.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnie, tribalisme et État en Afrique*, La Découverte, Paris, 1985.
- ANDERSON, B., *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996 [1983].
- BENSA, A., WITTERSHEIM, E., « Émancipation politique et participation économique. À la recherche d'un destin commun en Nouvelle-Calédonie », *Le Monde diplomatique*, juillet 1998, p. 16-17.
- BONNEMAISON, J., « Un certain refus de l'État : autopsie d'une tentative de sécession en Mélanésie », *International Political Science Review*, 6, p. 230-247, 1985.
- BONNEMAISON, J., *Gens de pirogue, gens de la terre*, Orstom Éditions, Paris, 1996 [1986].
- CHAUVEAU, J.-P., DOZON, J.-P., « Au cœur des ethnies ivoiriennes... l'État », in E. TERRAY (dir.), *L'État contemporain en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 1987.
- CHRÉTIEU, J.-P., *Le Défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi 1990-1996*, Karthala, Paris, 1997.
- GELLNER, E., *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1989 [1983].

Éric Wittersheim

NAVRANCOURT de, J. H., « L'université de Papouasie et de Nouvelle-Guinée décerne ses premiers grades à des étudiants indigènes », *Journal de la Société des océanistes*, n° 29, p. 283, 1970.

TJIBAOU, J.-M., *La Présence kanak* (édition établie et présentée par A. Bensa & É. Wittersheim), Odile Jacob, Paris, 1996.

WITTERSHEIM, É., « Qui est chef ? La représentation politique de la coutume au Vanuatu », in C. Hamelin & É. Wittersheim (dir.), *La Tradition et l'État — Églises, pouvoirs et politiques culturelles dans le Pacifique*, p. 131-160, Paris, L'Harmattan, 2001.